



PRÉAVIS DE GRÈVE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, CONTRE UN BUDGET D'AUSTÉRITÉ

Le budget Lecornu actuellement en discussion au Sénat maintient le cap de l'austérité. Depuis que les prix augmentent, nos salaires stagnent. Dans la fonction publique, le gel du point d'indice a fait perdre plus de 23 % de pouvoir d'achat en 20 ans. Dans le privé, les augmentations négociées dans les branches et les entreprises (les "NAO") ne compensent pas l'inflation.

A Radio France, la NAO 2026 s'annonce encore plus insatisfaisante que les années précédentes. Elle ne permettra pas de poursuivre l'indispensable réduction des inégalités persistantes de salaires entre les femmes et les hommes, ni de rattraper le pouvoir d'achat perdu ces dernières années.

Ce budget 2026 risque fort aussi de se traduire par **de nouvelles coupes pour l'audiovisuel public** qui viendront s'ajouter à celles déjà subies les années précédentes, dégradant un peu plus encore le service rendu à nos publics et nos conditions de travail.

La suspension de la réforme des retraites, et non pas son retrait pur et simple, n'est qu'une maigre concession, insuffisante. Elle n'est d'ailleurs même pas encore fermement acquise puisque le Sénat vient de la retoquer.

Le gouvernement s'obstine dans le choix de réduire les dépenses publiques et sociales, alors que c'est justement par les salaires, l'emploi et les services publics qu'on peut relancer l'économie et répondre aux besoins.

- Pour l'augmentation des salaires
- Pour le SMIC à 2 000 € brut, et l'indexation de tous les salaires sur l'inflation, pour ne pas perdre en niveau de vie
- Pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- Contre de nouvelles coupes budgétaires dans l'audiovisuel public et pour un financement réellement à la hauteur des missions et des enjeux
- Pour le contrôle et le conditionnement des aides publiques aux entreprises à des créations d'emploi et à des hausses de salaires
- Pour la mise en place d'une taxe plancher sur les ultra-riches : faire contribuer les 1.800 foyers qui détiennent plus de 100 millions d'euros de patrimoine.

Les organisations syndicales CGT et SUD appellent les salarié-es de Radio France à cesser le travail durant 24h **le mardi 2 décembre 2025 de 00h00 à minuit** afin de participer à cette journée nationale et interprofessionnelle de grève et de manifestations partout en France.

Paris, le 26 novembre 2025